

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Eric Chesnel chez Ali Bongo Ondimba



Photo: DR

Instant de l'audience entre l'ambassadeur Eric Chesnel et le chef de l'Etat.

J.O.  
Libreville/Gabon

**L**E chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a reçu hier en audience l'ambassadeur du Gabon près le Saint-Siège et de l'Ordre de Malte, Eric Chesnel. Il s'est agi du renforcement des relations bilatérales entre notre pays et le Vatican. Nommé le 22 janvier 2021, le diplomate est venu rendre compte des réaménagements entrepris au niveau de l'ambassade du Gabon au Saint-Siège ainsi que les rencontres opérées entre les différentes autorités du Vatican. Tout en abordant l'évolution des relations bilatérales entre

Libreville et le Vatican, conformément à l'accord-cadre de coopération signé le 12 décembre 1997 portant essentiellement sur les secteurs de l'éducation, de la santé et de l'assistance sociale. Cette visite de l'ambassadeur intervient après celle du 2 août 2021, au cours de laquelle il avait échangé avec le numéro un gabonais. De son côté, le chef de l'Etat a souligné à son hôte sa volonté de raffermir et de densifier les relations déjà existantes entre le Gabon et le Saint-Siège. Dans la foulée de l'audience accordée à notre ambassadeur au Saint-Siège, Ali Bongo Ondimba s'est entretenu avec une délégation de la Conférence

épiscopale du Gabon, en présence de certains membres du gouvernement. Conduite par Mgr Mathieu Madega Lebouakehan, en sa qualité de président de cette organisation confessionnelle catholique, il a été question pour les hommes d'Eglise de présenter au chef de l'Etat le nouvel évêque de Makokou, Mgr Severin Nziengui Mangandza, nommé par le pape François. Au terme de ces échanges, le président de la République, tout en le félicitant, a invité le nouvel évêque du chef-lieu de la province de l'Ogooué-Ivindo à veiller au respect du triptyque Solidarité-Paix-Concorde.

## Présidentielle 2023 : Maganga Moussavou candidat!

Charly NYAMANGOY BOTOUNOU  
Libreville/Gabon

**“**C'EST fort de la situation catastrophique de notre pays que j'ai décidé une fois de plus de proposer ma candidature à l'élection présidentielle de 2023". C'est l'annonce faite hier par le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, au cours d'un échange avec la presse. Cette énième conquête du fauteuil présidentiel se justifie, aux yeux du social-démocrate en chef, par sa capacité de résilience et son action à chaque fois qu'on lui "a fait l'honneur de gérer les biens communs". Mais également, a-t-il ajouté, après avoir effectué le tour de certaines localités de l'arrière-pays, et jaugé l'engouement

des Gabonais, "du moins, autour de la provincialisation et des référents à d'autres prédécesseurs qui nous ont fait comprendre qu'il faut être endurant, résilient". Après cette annonce, Pierre-Claver Maganga Moussavou a indiqué que "cette candidature vient après avoir épuisé tous les cheminements prévus et doit être approuvée par la base". Non sans décliner le calendrier de la tenue des congrès provinciaux, en vue de la validation de ladite candidature. L'état actuel de l'intérieur du pays, constat fait pendant sa tournée, le dernier remaniement gouvernemental, notamment, au sujet de la sortie de son fils Biendi Maganga Moussavou, sont autant d'autres sujets que le président du PSD a abordé face la presse.



Photo: Jocelyn ABILA

Pierre-Claver Maganga Moussavou lors de l'annonce de sa candidature pour 2023.

## Miroir du gouvernement Obligation de résultat!

"ACTION et performance", tel est le leitmotiv devant guider l'action du nouveau gouvernement. Le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, l'a clairement indiqué lors du Conseil des ministres qu'il a présidé, jeudi dernier, au palais de la présidence de la République. Pour ce faire, Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe se doivent de "matérialiser la vision politique impulsée au plus haut niveau de l'Etat, laquelle vise à être constamment à l'écoute des populations et à améliorer leurs conditions de vie". De fait, le président de la République "a demandé aux membres du gouvernement d'exercer désormais leur mission ministérielle beaucoup plus sur le terrain, au contact de nos concitoyens dans l'objectif d'une réelle

adéquation de l'action publique aux problématiques réelles du quotidien des populations". Le cap est donc fixé. On n'attend pas moins du gouvernement qu'il l'atteigne en relançant l'économie après deux années de ralentissement de l'activité, du fait des mesures de restriction liées à la lutte contre la pandémie de Covid-19. Tout en poursuivant l'exécution des chantiers prioritaires dans les domaines de la santé, l'énergie, les mines, les infrastructures ainsi que les réformes inscrites dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT). Ce d'autant plus que les populations tardent à voir plusieurs de leurs préoccupations, non prises en compte par le précédent gouvernement, se matérialiser. À un peu plus d'un an des élections générales, le gouver-

nement se doit donc de se mettre véritablement à la tâche. C'est dire que Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe sont astreints à une obligation de résultat. À charge donc pour elle d'impulser et de coordonner cette dynamique en l'arc-boutant autour de la "solidarité, la loyauté, la fidélité aux institutions ainsi qu'à l'exemplarité et au travail. Valeurs requises par le chef de l'Etat pour l'accompagnement d'une mission ministérielle exclusivement tournée vers la recherche du bien-être des populations".

J.KOMBILE MOUSSAVOU